

Les zones humides face au changement climatique

ENVIRONNEMENT. La ministre de la Transition écologique était en déplacement en Charente-Maritime, jeudi 22 janvier. À Saint-Sornin, les acteurs locaux ont parlé Opération grand site et parc naturel régional.

David Labardin

Passée plus tard dans la journée à Rochefort et à Fouras, la ministre de la Transition écologique, Monique Barbut, était à Saint-Sornin, jeudi 22 janvier. Au pied de la tour de Broue, le célèbre promontoire dévoilé des zones humides à perte de vue. Un lieu choisi par les élus locaux pour évoquer les nombreuses protections environnementales existantes ou à venir. À l'image de la Réserve naturelle régionale de La Massonne, agrandie l'année dernière, du projet Grand Site de France "Marais de Brouage", fraîchement validé, en attendant l'obtention du label dans quelques années, ou du projet de parc naturel régional (PNR), qui englobe par moins de 55 communes (voir page 8).

« Quand vous regardez ce que dit le Giec... »

Adaptation au changement climatique, maintien de la biodiversité ou développement de l'élevage – indispensable à l'entretien de ces zones humides –, les enjeux sont nombreux. Des sujets auxquels a bien sûr été sensible la ministre de la Transition écologique. « Avant, un parc naturel, c'était un endroit où il y avait du "beau", où on allait se promener. Aujourd'hui, un parc a une utilité que je dirais presque essentielle à notre survie en tant que société parce qu'on ne vivra plus de la même façon dans 10 ou 15 ans, a précisé Monique Barbut. Quand vous regardez ce que dit le Giec⁽¹⁾, l'Europe sera la zone la plus impactée par le changement climatique, et la France en particulier. Nous allons connaître de plus en plus d'inondations et de sécheresses. Il n'y a que des endroits comme celui-là

qui vont nous permettre de stabiliser la situation, via le stockage de l'eau notamment. »

Auparavant, les élus avaient longuement détaillé leur logique de travail, en s'affranchissant des frontières administratives et des clivages politiques pour gérer au mieux cet enchevêtrement de prés humides, de canaux et d'anciens marais salants aménagés entre le XI^e et le XIV^e siècle. Une démarche née il y a très exactement 10 ans autour de la Communauté de communes du bassin de Marennes et de la Communauté d'agglomération Rochefort Océan (Caro), via la création de l'Entente intercommunautaire pour le marais de Brouage.

« Nous le faisons en collaboration avec tous les acteurs du territoire, les chasseurs, agriculteurs, conchyliculteurs, les

différentes associations, nous sommes très fiers de cette entente qui fonctionne très bien », s'est réjoui Hervé Blanché, le président de la Caro. Plus récemment, le pays roynannais a rejoint la boucle pour le projet de parc naturel, ainsi que quatre autres collectivités dans une moindre mesure⁽²⁾.

« L'élevage n'existe quasiment plus que dans les marais »

Norons l'intervention très détaillée d'Alain Burnet, vice-président de la Caro en charge de la gestion des milieux aquatiques, également président de la Commission locale de l'eau (CLE) Charente (sur le périmètre du bassin-versant du fleuve, Ndlr). L'élu a détaillé le travail mené pour la biodiversité, à l'image de l'anguille, autrefois omniprésente

dans ces marais, qui est l'objet de toutes les attentions en s'assurant que les individus (juvéniles (civelles) ou adultes puissent systématiquement franchir les ouvrages hydrauliques restaurés. Alain Burnet a aussi évoqué les enjeux économiques liés à l'élevage (bovins). « Nous accompagnons des éleveurs pour leur faciliter la vie, jusqu'en Charente-Maritime, l'élevage n'existe quasiment plus que dans les zones de marais », a-t-il précisé. Et d'évoquer la création d'une association foncière pastorale, un cas unique en marais alors que ces structures existent surtout en montagne. De quoi permettre aux éleveurs de mieux utiliser l'espace pour lutter contre l'enfrichement et restaurer l'accès à leurs parcelles.

Alain Burnet a aussi expliqué la délicate gestion hydraulique

pour mieux gérer cette eau douce indispensable aux marais, mais qui viendra inévitablement à manquer à cause du changement climatique. « Il faut que ces marais soient le plus résilients possible face au manque d'eau qui arrivera en période estivale. Nous avons engagé des politiques pour réussir à la stocker davantage dans les marais, en faisant accepter à tous les acteurs du territoire qu'il fallait garder davantage d'eau que par le passé en fin de printemps, pour mieux passer la période estivale », a-t-il précisé.

Un travail d'orfèvre pour soulager la Charente

À l'inverse, les marais sont maintenant moins chargés en septembre-octobre pour éviter de trop solliciter la Charente. Un fleuve crucial pour l'irrigation des cultures et pour l'approvisionnement en eau potable. Problème : 50 à 100 millions de m³ viendront à manquer à l'horizon 2050 à cause du réchauffement climatique. D'où la nécessité de préserver son débit. « Nous devons prendre notre part, moins solliciter le fleuve », a ajouté Alain Burnet. Une mission qui passe par le curage des fossés, l'entretien des marais, ou le déploiement d'ouvrages permettant de mieux répartir l'eau selon les secteurs. « Les capacités de stockage du marais sont primordiales parce que l'évaporation est moins rapide quand il y a 10 cm d'eau que quand il y a un mètre », a conclu Alain Burnet. Un travail d'orfèvre. ■

⁽¹⁾ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec).

⁽²⁾ La Communauté de communes Cœur de Saintonge, la Communauté de communes des Vais de Saintonge, la Communauté de communes Aunis Sud, et la Communauté d'agglomération de La Rochelle.



« Les capacités de stockage des marais sont primordiales », a expliqué l' élu rochefortais Alain Burnet (à droite), dans une intervention très détaillée. © D.L.



La création du Parc naturel régional des marais du littoral charentais, qui mettra six à huit ans avant d'aboutir, a été longuement évoquée, carte à l'appui. © D.L.